

**BIGORRE
UNION
POPULAIRE**

POUR LE PROGRAMME D'AVENIR EN COMMUN

**HÔPITAL, SANTE PUBLIQUE :
PARLONS-EN !**

**REUNION PUBLIQUE :
VENDREDI 13 MAI à 18 H 30
PALAIS DES CONGRES LOURDES**

**L'UNION
POPULAIRE**

POUR LE PROGRAMME D'AVENIR EN COMMUN

La santé publique est considérée par une majorité de Français comme un des enjeux principaux des échéances électorales que nous vivons.

Comment en serait-il autrement alors que la pandémie de la COVID 19 a été le révélateur de l'état réel de nos structures hospitalières malmenées sans répit depuis plus de trente ans.

Les politiques engagées par les gouvernements qui se sont succédés ont mis à mal notre santé publique et augmenté les inégalités sociales en matière d'accès aux soins.

C'est particulièrement vrai dans notre département où les urgences de Bagnères de Bigorre sont fermées tous les soirs conduisant à l'engorgement des services d'urgences de Lourdes et de Tarbes, où des services de l'hôpital de Tarbes comme la médecine nucléaire sont d'ores et déjà en partance pour Pau, et où un projet d'hôpital unique est programmé à l'horizon 2028, déconnecté des véritables besoins de santé des populations et en contravention manifeste avec les normes environnementales devant s'appliquer !

**CE PROJET ABOUTIRA à LA FERMETURE DES HÔPITAUX
DE LOURDES ET DE TARBES !**

LA SANTE PUBLIQUE EST NOTRE BIEN COMMUN

NOUS SOMMES TOUTES ET TOUS CONCERNE.ES

**BIGORRE UNION POPULAIRE VOUS PROPOSE DE DEBATTRE
DE CE SUJET PRIMORDIAL :**

SANTE PUBLIQUE PARLONS-EN.

VENDREDI 13 MAI 2022 18 h 30

PALAIS DES CONGRES DE LOURDES.

**LES DECISIONS DE SANTE PUBLIQUE MERITENT UN DEBAT PUBLIC
LE PLUS LARGE POSSIBLE.**

**CES QUESTIONS NOUS CONCERNENT NE LAISSONS PERSONNE EN DECIDER
A NOTRE PLACE.**

**EXPRIMONS-NOUS ET FAISONS VALOIR NOS PRIORITES ET NOS
EXIGENCES.**

LA SANTE N'EST PAS UNE MARCHANDISE !

LA REALITE DES POLITIQUES DE SANTE DEPUIS DES DECENNIES ET DU MANDAT D'EMMANUEL MACRON EN QUELQUES CHIFFRES ABJECTS

17600 lits fermés depuis 2017 et 103 000 lits supprimés en 25 ans,
70 000 lits d'hospitalisation psychiatrique supprimés depuis 1980.

